

Le pouvoir aux travailleurs

26 AOÛT 2003

N° 100

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES CHAUFFEURS DE GBAKA MONTRENT L'EXEMPLE	2 - 3
- QUEL QUE SOIT L'ISSUE DE LA CRISE, CE SONT LES TRAVAILLEURS, LES PAUVRES QUI EN PAYERONT LE PRIX !	4 - 9
- 43 ANS D'INDÉPENDANCE : 43 ANS D'ENRICHISSEMENT POUR LES UNS ET 43 ANS D'EXPLOITATION POUR LES AUTRES	10
- VOTE DE LA LOI D'AMNISTIE : AUTO-AMNISTIE POUR TOUS LES CRIMINELS !	10 - 11
- LES DIRIGEANTS POLITIQUES DE CE PAYS SENTENT TOUS LE POURRI !	11 - 12
- LE TRAVAIL DES ENFANTS, UN SCANDALE DANS CETTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION !	13
- LES ÉTUDIANTS DÉPLACÉS MONTENT LE TON ET LE GOUVERNEMENT RECULE UN PEU	14
- UN GRIOT A LA TÊTE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	14
- CES JOURNALISTES A LA SOLDE DES PARTIS POLITIQUE ! ...	15
- BÂTIMENT : LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS	16
- UNE VIE DE CHIEN !	16 - 17
- L'ADRAO LICENCIE DES TRAVAILLEURS	18

LES CHAUFFEURS DE GBAKA MONTRENT L'EXEMPLE

La grève générale de quatre jours des chauffeurs de gbaka en riposte à l'assassinat d'un des leurs par un policier racketeur a sans doute entraîné quelques gênes pour ceux qui ont dû marcher plusieurs heures pour se rendre à leur travail. Mais combien de travailleurs sont obligés de marcher, tous les jours, non pas parce qu'ils ne trouvent pas de gbaka, mais parce qu'ils n'ont pas de quoi payer le voyage ?

Par delà la gêne occasionnée, une grande majorité de travailleurs se sentaient solidaires des chauffeurs de gbaka et à juste raison. Car qui, parmi les travailleurs, n'a jamais été victime du racket des hommes en uniforme ? Qui n'a jamais été dépouillé, humilié par des policiers ou des militaires d'autant plus brutaux qu'ils ont des armes et qu'ils ont à faire à des femmes et des hommes désarmés ? Et qui ne sait pas que, lorsque la haine ethniste d'en mêle, cela peut se traduire par un assassinat ?

Les chauffeurs de gbaka méritent notre solidarité, en tant que victimes permanentes des exactions policières, mais aussi, en tant que travailleurs, exploités, mal payés, comme nous tous. Et les deux sont liés.

Car ce sont les travailleurs, les pauvres qui sont rackettés, ceux qui voyagent en gbaka, rarement les voitures personnelles et jamais les occupants de voitures de luxe. Les policiers, les militaires qui rackettent ne sont pas eux-mêmes des riches, mais ils sont les serviteurs des riches et leur mépris des travailleurs et des pauvres reflète le mépris de leurs patrons.

Ce monde capitaliste est un monde à l'envers. Ceux qui sont méprisés, humiliés, se sont précisément ceux qui travaillent, qui produisent et qui font vivre l'ensemble de la société, alors que de riches parasites qui vivent du travail des autres, de la corruption, du pillage des caisses de l'Etat, exigent le respect. Il n'y a pas que les hommes en uniforme qui reflètent ce moral d'une société pourrie. Combien de contremaîtres, combien de petits et

grands chefs dans les usines se comportent en esclavagistes pour le compte de leur patron ? Quel chômeur à la recherche du travail n'a pas été humilié par l'encadrement - et jusqu'au gardien - de l'entreprise à la porte de laquelle il a frappé pour solliciter une place ? Et quelle chômeuse dans la même situation n'a pas eu la rage au coeur devant les propositions entendues ? Comment tous ceux qui ont la moindre autorité se comportent face à un ouvrier, une petite marchande, un paysan pauvre ? Et qui n'a pas ressenti, dans de telles situations, la colère rentrée de l'impuissance car seul, on se sent désarmé ?

Alors, oui, les chauffeurs de gbaka avaient mille fois raison de réagir collectivement. Ils avaient raison de ne pas croire ni les promesses des autorités, ni les paroles mielleuses de leurs propres chefs syndicaux. Et leur action a eu pour conséquences que, au moins pendant quelques jours, les barrages ont disparu et les policiers se faisaient un peu plus petits. Le policier frappé à mort dans un bus n'était peut-être pas plus salaud qu'un autre et la colère aveugle des chauffeurs n'a certes pas été un bon conseiller car l'action collective n'exige pas le lynchage individuel aveugle - mais cela a été le signe que, pour une fois et pour un court moment, le rapport de force a changé.

La réaction des chauffeurs de gbaka a été purement corporatiste et la forme d'action qu'ils ont choisi, bloquer les seuls transports publics au lieu de s'en prendre plus directement aux autorités responsables, avait ses limites. Mais imaginons une action de l'ensemble des travailleurs de la capitale, avec la même détermination sur une question qui concerne tous les travailleurs, contre une mesure anti-ouvrière du gouvernement par exemple ou pour revendiquer tous ensemble des salaires qui permettent de vivre, Si ceux du camp des riches méprisent les travailleurs et les pauvres, ils sont contraints de respecter la force. Et notre force à nous, les travailleurs, c'est l'action collective de tous, par delà les divisions entre corporations, par delà les divisions en fonction des ethnies ou des nationalités d'origine, par delà toutes les divisions que nos exploiters nous inculquent !

**QUEL QUE SOIT L'ISSUE DE LA CRISE, CE SONT LES TRAVAILLEURS,
LES PAUVRES QUI EN PAYERONT LE PRIX !**

L'arrestation d'Ibraïm Coulibaly dit IB à Paris par la police française sous l'accusation de préparer des actions terroristes pour déstabiliser la Côte d'Ivoire et les réactions qu'elle a entraîné illustrent la crise politique dans le pays et en représente, peut-être, une nouvelle étape. Le personnage de IB à l'origine déjà du putsch militaire qui avait à l'époque porté au pouvoir l'armée et le général Guéi, rend plausible la thèse avancée par la police française. Thèse aussitôt reprise par le pouvoir ivoirien et par la meute de ses porte-paroles officiels et officieux qui en profitent pour en accuser les "*forces nouvelles*", participant pourtant au "*gouvernement de réconciliation*" et qui nient toute idée de complot. "*Notre Voie*" en profite également pour affirmer d'avoir déniché le cerveau du complot du côté d'Alassane Ouattara.

Mais s'il est plausible qu'il y ait un soupçon de vérité au coeur de l'amoncellement de propagande et de mensonges qui l'entoure, l'affaire peut tout aussi bien être une manipulation montée de toutes pièces par les services secrets français. Ibraïm Coulibaly est un personnage sans scrupules, mais le gouvernement français et ses services peuvent l'être mille fois plus. Son arrestation, annoncée à grand bruit, vient à point nommé pour permettre aux dirigeants politiques français de montrer, de façon spectaculaire, qu'ils soutiennent le "*régime légitime*" en Côte d'Ivoire. Gbagbo ne s'y est pas trompé et a aussitôt remercié "*le président de la république et le gouvernement français*

pour cet acte majeur". Le geste de Paris met donc fin à la bouderie de Gbagbo qui considère depuis plusieurs mois qu'il n'est pas assez soutenu contre les mutins et que les accords de Marcoussis, au lieu de l'aider, favorisent Guillaume Soro et ses hommes.

S'agit-il d'un simple geste politique ? S'agit-il de plus, c'est à dire d'une participation de la France à la préparation morale et politique d'une offensive gouvernementale contre le Nord, avec l'appui des troupes française ? Les jours qui viennent le diront peut-être.

L'aggravation de la crise politique depuis plusieurs semaines montre à quel point la situation créée par les accords de Marcoussis n'est pas la paix, mais seulement une trêve armée. Elle n'a fait que geler la confrontation militaire en attendant que l'un ou l'autre des camps belligérants - ou les deux en même temps - se croient en position de l'emporter et que la guerre recommence. La trêve n'a en tout cas à aucun moment allégé les difficultés et les souffrances des masses populaires. Les menaces qui pèsent sur la trêve elle-même risquent en revanche de les alourdir.

Car bien avant l'épisode Coulibaly, c'est d'une crise politique grave qu'il s'agissait. Le fameux "*gouvernement de réconciliation nationale*" ne réconcilie rien et surtout pas les deux camps rivaux. Il leur offre seulement un nouveau terrain d'affrontement. Sept mois après les

accords, ils ne se sont toujours pas mis d'accord pour trois postes de ministres, dont deux, décisifs. L'impasse au sujet des postes de ministres se prolonge et s'amplifie aux étages inférieurs. Les ministres des dites "*forces nouvelles*" ne sont pas en situation de désigner leurs collaborateurs et ils n'ont pratiquement pas de prises sur les fonctionnaires de leurs ministères. Certains d'entre eux se plaignent de menaces de mort qui pèseraient sur leur personne chaque fois qu'ils séjournent à Abidjan. Ils préfèrent d'ailleurs rester à Bouaké, au milieu de leurs troupes ou faire de la représentation à l'étranger. La fiction d'une certaine cohabitation sinon de collaboration entre Gbagbo et Diarra lui-même s'est dissipé avec les deux discours, celui du président et celui de son Premier ministre, se répondant à quinze jours d'intervalle. Le Premier ministre, imposé certes à Gbagbo par les accords de Marcoussis, n'est pourtant pas un homme des rebelles, mais une personnalité réputée neutre, accepté comme telle en tout cas par Gbagbo lui-même au début. Mais l'expression de "*vieux rebelle*" est encore la plus gentille utilisée à son égard par la presse favorable à Gbagbo qui le présente de plus en plus à la fois comme un sous-marin des mutins de Bouaké et un larbin de Chirac. La guérilla entre les deux sommets de l'exécutif se rallume à chaque événement. Ainsi pour la désignation par Gbagbo d'une marionnette à la tête du conseil constitutionnel, et le boycott de la cérémonie d'investiture par Diarra.

* * *

Mais ce n'est évidemment pas la petite guerre juridico-administrative qui

décidera de la situation, mais le rapport de forces. L'Etat, ce sont les bandes armées. Et la population de la Côte d'Ivoire dispose, depuis bientôt un an, du triste privilège de subir deux bandes armées à la fois, alors même qu'une seule est déjà lourde à supporter. (Et encore, à supposer que les "*forces nouvelles*" constituent une seule bande armée, et pas un assemblage de bandes armées alliées pour un temps mais dont l'unité n'est pas évidente.)

Or ni l'une ni l'autre des bandes armées ne sont disposées à se désarmer. Les accords de Marcoussis ne prévoient évidemment pas le désarmement des FANCI, bande armée officielle, mais seulement celui des milices civiles du FPI. Gbagbo n'a cependant aucune raison de se dépêcher à le faire, si tant est qu'à le tenter, il aurait la capacité de se faire obéir. Il en a trop besoin pour assurer son éventuelle réélection en 2005. Et quant aux "*forces nouvelles*", elles ne sont pas naïves au point de se désarmer en premier. L'armée du Nord est soeur jumelle des FANCI. Issue du même creuset, ses membres savent que la récente loi d'amnistie ne leur offre qu'une garantie illusoire pour leurs places, leurs prébendes et peut-être même pour leur vie - et que si cette loi d'amnistie est toujours bonne à prendre, il vaut mieux d'en garantir l'application en gardant les armes.

En attendant, le pays reste divisé et l'état de guerre sert de prétexte, de part et d'autre, à racketter de plus en plus une population qui n'en peut plus, tant le chômage s'aggrave dans les villes du fait du ralentissement des activités économiques, du fait de la

voracité des patrons qui font payer leurs propres difficultés aux travailleurs jetés à la rue et tant la misère devient insupportable dans les villages.

* * *

En fait, aux yeux de leur inspirateur, le gouvernement français, les accords de Marcoussis n'étaient fait que pour gagner du temps. Les FANCI, plus douées à racketter une population désarmée qu'à mener et à gagner une vraie guerre, se sont révélées incapables de réduire la rébellion militaire. Les mutins de leur côté n'étaient probablement pas de taille à prendre et surtout, à conserver Abidjan. L'armée française, présente pour défendre les capitaux français investis en Côte d'Ivoire, n'a pas voulu que l'épreuve de force entre les deux factions de l'armée ivoirienne aille jusqu'au bout, au risque de plonger le pays, et surtout, les affaires, dans une situation d'anarchie plus grave encore. Elle est donc intervenue, mais pas autant que l'eut préféré Gbagbo qui, tout en donnant dans la démagogie nationaliste et anti-français, ne cesse de protester contre la non-application des accords de coopération militaire entre la France et la Côte d'Ivoire.

Il est probable que dans les semaines qui suivaient la mutinerie l'armée française ne se sentait pas de taille à s'engager dans une intervention plus lourde, plus coûteuse, contre une rébellion militaire qui, de surcroît, apparaissait susceptible de trouver un certain soutien dans les populations du Nord en raison de la politique ethniste virulent du régime.

Aussi, le choix du gouvernement français a été jusqu'à présent de s'interposer, de maintenir le contact avec les deux camps, de recevoir aussi bien les émissaires de Bouaké et d'Abidjan, de soigner la fiction de la "réconciliation nationale" et attendre que les choses se tassent. Mais elles ne se tassent pas. Les forces militaires opposées consolident leurs positions et tentent de s'armer d'avantage. Les journaux favorables à l'un ou l'autre des deux camps entretiennent un climat de haine guerrière. Les injures et les rumeurs fantaisistes sur le camp adverse peuvent n'être qu'une joute orale, l'expression de l'impuissance de chacun des deux camps à engager de nouveau l'épreuve de forces sur le terrain militaire. Cela maintient cependant un climat de tension et aboutit à aggraver la haine entre les deux camps, et derrière eux, entre ethnies. Même si l'affrontement devait demeurer surtout verbal dans la perspective des élections de 2003, c'est déjà grave pour la population laborieuse. Car la trêve entre les deux armées ne signifie nullement la trêve dans les affrontements ethnistes (en témoignent en dernier les sanglants événement de Daloa) Mais ce climat de tension, ces déclarations guerrières peuvent tout aussi bien à préparer et à justifier une reprise de la guerre elle-même.

Le gouvernement français peut lui-même en arriver à la conviction que, puisqu'il est impossible de mettre fin par des conciliabules pacifiques à l'éclatement de l'appareil d'Etat et la division du pays en deux, si préjudiciable à la bonne marche des affaires et aux capitaux investis en Côte d'Ivoire, il faut y mettre fin par des moyens militaires. Cela implique qu'ils

estiment que le régime établi qu'ils soutiennent avec une certaine prudence depuis le début est cette fois prêt et suffisamment armé pour reprendre l'initiative, surtout si l'armée française présente en Côte d'Ivoire, renforcée elle aussi pendant la trêve, leur prête plus ouvertement main forte.

* * *

*

Jusqu'à l'arrestation de Coulibaly, les journaux favorables à Gbagbo ont agité le drapeau du nationalisme outragé avec la France pour cible, accusant le gouvernement français de soutenir les mutins. Mécontent du récent discours de Diarra, "Notre Voie" affirmait sans rire que c'est Chirac en personne qui en a rédigé le texte. Ce qu'il y a de vrai dans cette affirmation, c'est que le discours de Diarra était fait pour plaire au gouvernement français, dispensateur de fonds et d'aides financières. Il fait d'autant plus la cour à Paris, que c'est des accords de Marcoussis, c'est à dire du gouvernement français qu'il tient son poste de Premier ministre. Les ténors politiques des "forces nouvelles" de leur côté en appellent à Paris. Ils ne ratent pas une occasion pour se poser en meilleurs défenseurs des accords de Marcoussis.

Mais il en va de même de Gbagbo, malgré ses réticences devant les dites accords et les criailleries nationalistes de certains de ses seconds couteaux, genre Blé Goudé. La seule différence, c'est que leurs bases politiques respectives ne sont pas les mêmes.

"L'homme de gauche" Gbagbo a bénéficié, en accédant au pouvoir, d'une

certaine sympathie parmi les travailleurs. Si sa politique ethniste la lui a fait perdre auprès des travailleurs originaires du Nord, il n'en va pas tout à fait de même pour les autres. La confédération syndicale Dignité, constituée sous l'égide du FPI et de Gbagbo au temps où ils étaient dans l'opposition, continue en tout cas à accorder son soutien à l'homme devenu président de la République. Ses dirigeants, ses cadres, contribuent même à cautionner, aux yeux des travailleurs, quelques-uns des pires aspects de la xénophobie du régime et prennent ouvertement position, au nom du "patriotisme", contre les travailleurs non ivoiriens, en particulier Burkinabé. Et son appareil fournit à l'occasion, aux côtés des étudiants de la FESCI, des hommes de mains au pouvoir pour encadrer des manifestations, y compris ethnistes.

Mais c'est surtout du côté des étudiants, de la petite bourgeoisie dite intellectuelle, et auprès de l'encadrement des syndicats étudiants à prétention "progressiste" que Gbagbo trouve des soutiens et recrute ses troupes de choc. Pour nombre d'éléments de cette petite bourgeoisie estudiantine, d'autant plus disponibles qu'ils sont sans perspectives de carrière, le soutien "professionnel" au régime offre, justement une carrière. Un Blé Goudé représente le prototype de ces hommes de mains - et hommes de plume - prêts à organiser les lynchages des travailleurs dont l'origine leur déplaît.

Avec le temps, Gbagbo a tout naturellement complété sa démagogie ethniste tournant autour de "l'ivoirité", emprunté à Bédié, par quelques accents

anti-français. Cela fait d'autant mieux dans le décor, que le gouvernement en France est aujourd'hui un gouvernement de droite, alors que les amitiés de Gbagbo allaient au Parti socialiste. Mais la démagogie en direction de ses troupes ne l'empêche pas d'attendre son salut du soutien de Paris. Et le gouvernement de Paris, même s'il se peut qu'il soit par moment irrité par le ton, sinon de Gbagbo lui-même, du moins de la presse qui le soutient, a sans doute l'intelligence de comprendre le double langage de Gbagbo : l'un, modéré en direction de l'impérialisme français, l'autre, laissant percer son opposition au "néo-colonialisme français", en direction de ses troupes.

Le soutien du gouvernement français au "régime légitime" et à "l'armée loyaliste" comporte par la force des choses un soutien total à la personne même de Gbagbo. Il peut-être, au fond, content de la politique de Gbagbo dans un contexte difficile. Mais il n'est pas garanti que le mariage de raison ne cache pas l'élaboration de plans de rechange dans le secret des cabinets en France. Si Gbagbo n'est pas capable de l'emporter ou si ses propres troupes, issues de la FESCI ou du FPI deviennent un facteur supplémentaire d'anarchie, rien ne dit que l'armée dite loyaliste n'envisage pas d'appliquer sa propre solution avec le soutien des troupes françaises. Mathias Doué, le chef d'état-major, ne se dit pas candidat au pouvoir, mais il y en a qui y pensent pour lui, assez pour que cela transparaisse périodiquement dans la presse.

* * *

*

Les militaires rebelles savent de leur côté que sans au moins la neutralité de l'impérialisme français, ils auront du mal à maintenir leur mainmise sur le Nord du pays, continuer à s'armer et surtout, financer l'achat des armes. Le Nord du pays ne décèle aucune de ces richesses qui permettent aux bandes armées du Libéria ou du Zaïre de durer et à leurs chefs, de s'armer et de s'enrichir. A plus forte raison, ils ne peuvent pas espérer de l'emporter, au moins lors des élections de 2005 - si toute fois elles ont lieu à la date prévue. Leur seule perspective politique est en effet que Gbagbo ne soit pas en situation d'écarter Ouattara - ou un autre candidat ayant des chances de l'emporter - et que ce dernier, ou une éventuelle coalition réunissant ses partisans avec ceux de Bédié et ceux de feu Guéi, emportent dans ces élections. Mais si les Nordistes restent fidèles à Marcoussis, rien n'empêche la France de changer d'avis. Les promesses du gouvernement français n'engagent que ceux qui les croient.

* * *

*

Pour obtenir un soutien plus net de la part du gouvernement français, Gbagbo multiplie les gestes en direction de la bourgeoisie possédante, dont les éléments dominants sont les représentants du grand capital français. Tout en laissant ses troupes verser dans la démagogie anti-français, le président de la République, il sait faire les gestes qui plaisent en direction des investisseurs français, comme des réductions d'impôt où la décision récente de dispenser les grandes entreprises de passer par le

dédouanement au port d'Abidjan avec ce qui leur économise bien de temps et surtout, bien de pots de vin à verser.

* * *
*

Gbagbo est peut-être en train de démontrer à ses mandants de la bourgeoisie, ivoiriens ou français, son habileté politique et sa capacité de tromper et de tenir tranquille les classes pauvres. Il lui faut encore démontrer qu'il est capable de réduire la rébellion ou au moins, la neutraliser afin que les affaires reprennent et que la ligne de démarcation entre le Sud et le Nord ne soit plus une entrave au transport des marchandises et des capitaux.

Ce qui signifie renforcer l'armée et s'assurer de sa fidélité. Mais l'augmentation des effectifs de l'armée, l'amélioration de leur armement, les salaires accrues et les primes accordées, coûtent cher. L'impérialisme français ne prendra pas tout en charge. La somme sera prise sur d'autres budgets : sur la santé, sur les écoles, sur le peu qui, dans le budget, va aux services publics et sur les salaires des employés d'Etat. Ce seront les travailleurs et les paysans pauvres qui en payeront le prix, quel que soit leur ethnisme.

Ils le payeront encore par le fait que le gouvernement laissera les mains libres aux militaires, malgré les déclarations démagogiques et le dérisoire proposition d'ouvrir une ligne téléphonique où les victimes de rackets pourront se plaindre. Comment Gbagbo voudrait et pourrait courir le risque de mécontenter une armée dont le soutien

lui est indispensable ? La nouvelle de l'arrestation d'Ibraïm Coulibaly s'est traduit le soir même par une multiplication des barrages militaires dans Abidjan, par des contrôles plus sévères que d'habitude, par des fouilles systématiques avec pour prétexte la recherche d'armes, une attitude manifestement destinée à impressionner la population, à lui faire peur.

C'est dire que si les travailleurs et les pauvres ont tout à craindre d'une reprise de la guerre, de ses destructions et de ses souffrances, ils n'ont rien à espérer de la consolidation du pouvoir de Gbagbo - et pas seulement les travailleurs originaires du Nord ou du Burkina, victimes de la démagogie ethniste.

Depuis un an, le pouvoir a tendance d'invoquer l'état de guerre pour expliquer la dégradation des conditions d'existence des classes pauvres - et d'en rendre responsables les seuls mutins et leurs inspireurs. Mais même si la mutinerie était liquidée, les sacrifices imposés aux classes travailleuses ne profiteront qu'au régime, à ses profiteurs, aux barons du FPI et surtout, à la bourgeoisie, le grand patronat, ivoirien, libanais ou français qui pourront reprendre tranquillement leurs affaires abandonnées, exploiter à mort leurs travailleurs, s'enrichir en payant des salaires scandaleusement bas. Jusqu'à ce que la révolte vienne, pas celle d'une fraction de l'armée qui ne vaut pas mieux que l'autre, mais de l'immense peuple des travailleurs décidés à se battre pour ses droits légitimes et en premier, celui de vivre correctement de son travail.

**43 ANS D'INDÉPENDANCE :
43 ANS D'ENRICHISSEMENT POUR LES UNS ET
43 ANS D'EXPLOITATION POUR LES AUTRES**

Comme tous les ans, depuis quelques années, le 07 août a été une journée de célébration de la fête de l'indépendance, avec le même folklore que du temps du PDCI.

Cette année, cette fête avait ceci de particulier que le pays est divisé en 2 parties. L'une est entre les mains des forces rebelles et l'autre est sous l'autorité du pouvoir officiel. Cette situation dure maintenant depuis 10 mois.

Ces 43 ans d'indépendance sont caractérisés par la dégradation continue du niveau de vie de la classe ouvrière et des populations pauvres. Ceci, indépendamment de la crise de ces dix derniers mois. A l'opposé, il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que la situation des riches, elle, s'améliore d'année en année.

Ceux qui croyaient aux discours mensongers du FPI, faisant croire qu'avec lui la situation des travailleurs allait s'améliorer, ont pu constater que les seules mesures que les travailleurs ont eu droit depuis leur arrivée aux affaires, sont plutôt des mesures

d'austérité et de blocage des salaires, malgré la cherté continue du coût de la vie. Pourtant, dans le même temps, depuis octobre 2000, de nombreuses mesures en faveur des riches ont été prises.

On peut même rappeler que les grèves pour des augmentations des salaires dans la fonction publique, notamment parmi le personnel hospitalier ont été réprimées par le pouvoir FPI. Et s'il y a eu "raccrochage" des salaires des enseignants, ce fut, là aussi, le résultat de plus d'un an de lutte contre le pouvoir FPI qui a été contraint de céder devant la détermination des enseignants.

Alors, les années peuvent s'écouler l'une derrière l'autre, les pouvoirs peuvent changer autant de fois. Ce qui est certain c'est que le changement pour les travailleurs ne viendra jamais de ce côté-là. Il ne viendra que le jour où les travailleurs prendront conscience que leurs intérêts sont opposés aux intérêts de la classe possédante et que tous ceux qui se succèdent au pouvoir sont des ennemis des travailleurs.

**VOTE DE LA LOI D'AMNISTIE :
AUTO-AMNISTIE POUR TOUS LES CRIMINELS !**

Après avoir fait semblant de débattre sur le projet de loi d'amnistie proposée par le gouvernement et appuyé par Gbagbo, comme prévu, les

députés ont finalement voté "oui" à l'écrasante majorité.

Ainsi, donc, ils se sont tous auto-

amnistiés de tous les crimes depuis le coup d'Etat de décembre 1999. Bien sûr, Gbagbo s'est empressé de dire que les "violations des droits humains" et les "crimes économiques" ne sont pas amnistiés.

Mais cette précision venant de Gbagbo prête à rire. Depuis qu'il est au pouvoir, peut-il nous donner un seul exemple, où un militaire, un gendarme ou un policier a été arrêté pour racket ou, mieux, emprisonné pour avoir tué et torturé des gens? Aucun! Pourtant, les exemples ne manquent pas depuis octobre 2000. Même les gendarmes qui avaient inauguré les charniers dans ce pays, en l'occurrence le charnier de Yopougon, ont été libérés après une mascarade de justice!

Qui, aux lendemains de leur

arrivée au pouvoir, le FPI avait bien arrêté quelques petits fonctionnaires et autres petits employés de banques pour avoir aidé quelques margoulines dans des affaires de détournement de l'argent de l'Etat. Mais même là, ce n'étaient que des boucs émissaires qui ont été arrêtés. C'était bien plus un coup de publicité tendant à faire croire que dans ce pays, avec l'arrivée au pouvoir du FPI, il y avait une justice. Mais autant dire que si c'était le cas, la grande majorité des députés PDCI qui siègent aujourd'hui au parlement se trouverait derrière les barreaux et leur chef Bédié en premier !

C'est dire que les vrais criminels dans ce pays n'ont pas besoin d'être amnistiés. Ils s'amnistient tout seul.

LES DIRIGEANTS POLITIQUES DE CE PAYS SENTENT TOUS LE POURRI !

Ainsi donc, ceux qui pensaient, à tort, que les dirigeants du FPI ne pouvaient pas magouiller comme leurs semblables du PDCI, du RDR, de l'UDPCI et consorts seront encore une fois déçus.

Après le premier scandale, où plusieurs centaines de véhicules avaient disparu du parc automobile de l'état, au moment du départ de certains ministres FPI du gouvernement, dont aucun n'a été arrêté pour vol, voilà qu'un "Conseiller technique" de Gbagbo et membre du FPI depuis 1989 fait des révélations sur les pratiques douteuses au sein des ministères tenus par le FPI. Il est vrai que ce "Conseiller technique" de Gbagbo, de la famille Yacouba Sylla, qui fait ces révélations, est lui-même plus que douteux et n'inspire aucune

confiance. S'il faut donc prendre avec des pincettes les révélations qu'il a fait dans le journal "le Patriote", le fait est qu'il est tout aussi révélateur que de tels individus entourent Gbagbo.

Ce Mahamadou Yacouba Sylla avoue lui-même, en passant, brasser des centaines de millions de francs dans des affaires de tout genre. D'ailleurs, il a lui-même tout d'un d'un vulgaire escroc. La question vient naturellement, s'il y en a un comme lui au FPI, comment donc s'étonner qu'il y en ait d'autres? Alors, quand les Gbagbo nous parle de "socialisme", il s'agit probablement de socialisme pour les millionnaires comme les Yacouba Sylla! Et on peut bien imaginer le genre de "conseil" que ce genre d'individu peuvent donner à Gbagbo si tant est que ce dernier ait lui-

même besoin de conseil dans ce domaine!

Alors, les magouilles que ce monsieur nous révèle se passent dans le ministère de construction impliquant aussi bien le ministre de tutelle que son directeur de cabinet. Il y a des détournements de "lots" dont ces dirigeants du FPI s'accapareront pour leur propre compte; il y a aussi des "surfacturations" de travaux de réparations des logements d'Etat où "des réparations de 300.000 Fr sont souvent facturées à quinze voire trente millions de francs"; nous apprend-il. Autre révélation: "le ministre Douaty a détourné une caution de deux cents millions de francs dont ma société

commerciale (café-cacao) devait bénéficier pour l'établissement de son agrément". Encore mieux: "A cela s'ajoute une affaire d'un milliard cinq cent cinquante millions de francs obtenus des planteurs de coton et une ardoise dans le café-cacao estimé à plusieurs milliards". "Le détournement a été fait au profit d'une société constituée par des prête-noms du ministre". Sans commentaire!

Après toutes ces mauvaises odeurs, qui peut honnêtement penser que ces gens-là peuvent oeuvrer un tant soit peu pour les intérêts des travailleurs? Qui peut croire qu'il y a une différence entre le PDCI, le FPI, le RDR, etc?

ASSASSINAT D'UN CHAUFFEUR DE "GBAKA" PAR UN POLICIER RACKETEUR

Un chauffeur de gbaka a été encore froidement abattu par un policier le 14 août dernier à Abobo. Cela s'est passé tout juste au niveau de l'abri bus en face de la "pharmacie de la Mé". Comme d'habitude, le policier meurtrier, dans le but de soutirer de l'argent au chauffeur, a tenté d'arracher les pièces de sa voiture. Comme ce dernier n'a pas voulu céder, il lui a tiré sur lui à bout portant.

Les badauds, qui essayaient de secourir le chauffeur, l'ont trouvé mort. Ils sont alors entrés dans une vive colère. Le policier fautif, ainsi que sa patrouille, se sentant menacés, se sont sauvés à toute vitesse. La foule surexcitée par le crime odieux s'en est prise à trois bus et à un policier qui se trouvait à l'intérieur de l'un de ces bus.

Ensuite les chauffeurs de gbaka et de taxi sont entrés dans une grève de protestation qui pendant près de quatre jours a paralysé le transport en commun à Yopougon, Adjamé et Abobo.

Il faut rappeler que dans ce même mois les chauffeurs de "Woro-woro" de Koumassi et de Port-bouët avait fait des arrêts de travail pour protester contre le racket des forces de l'ordre sur les routes. Mais ces protestations ne semblent pas avoir fait leur effet. Avec ce nouveau assassinat, cela fait 23 le nombre de chauffeurs qui sont ainsi victimes des forces de l'ordre. Malgré ça aucun de ces criminels n'a été inquiété. Cela montre que la pourriture ne s'arrête pas seulement au niveau de ceux qui assassinent sur les routes, mais remonte plus loin dans la hiérarchie.

L E U R S O C I E T E

LE TRAVAIL DES ENFANTS, UN SCANDALE DANS CETTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION!

Comme en ce moment, des experts se retrouvent régulièrement pour disserter sur le travail des enfants. Après de grands discours, ils vont remplir des cahiers de "bonnes résolutions". Ce qui ne changera évidemment rien à la situation. Et ces messieurs et dames en cravatés pourront toujours se retrouver une prochaine fois dans des hôtels luxueux à bavarder ainsi d'année en année.

Bien sûr, le travail des enfants est une triste réalité dans ce pays. Aujourd'hui, il est fréquent de voir, aux abords des grandes artères et dans les marchés d'Abidjan des enfants s'adonnant à de petits commerces. Agés de 6 ans et plus, toute la journée, ils triment à se débarrasser de quelques petites marchandises. On les place aussi souvent comme servantes chez des particuliers où elles ne sont pas toujours bien traitées.

Pour la plupart, c'est la misère des parents qui contraint les enfants à aller chercher un peu de revenu pour soutenir la famille. Pour beaucoup d'enfant faire ces petits boulots est la garantie de continuer les études la rentrée scolaire suivante.

Il faut aussi soulever le cas de

ces enfants qui sont contraints au travail par des personnes sans scrupules. Les faisant venir des campagnes ou les prenant à des familles dans le besoin, ils les abrutissent de travail. Souvent même ils les soumettent à une exploitation dans le but de se faire de l'argent.

Le travail des enfants est une abomination de notre société. Des enfants qui devaient être protégés pour parachever leur éducation et leur croissance sont obligés de se battre pour survivre. Cela est surtout possible parce que le système capitaliste dans lequel nous vivons aujourd'hui est aussi une aberration. Les parents qui devaient se charger de l'éducation des enfants sont mis sur le carreau. Et même quand ils ont un boulot, il est si mal payé qu'il ne permet pas de subvenir aux besoins élémentaires de la famille.

Alors la lutte contre le travail des enfants passe nécessairement par la lutte contre le chômage, les mauvais salaires et pour l'amélioration des prix des matières premières agricoles. Pour ces luttes là, les travailleurs et toutes les masses laborieuses ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Aucun gouvernement, aucun grand Monsieur ne lutteront efficacement à leur place.

L E U R S O C I E T E

LES ÉTUDIANTS DÉPLACÉS MONTENT LE TON ET LE GOUVERNEMENT RECULE UN PEU

Les étudiants déplacés ont encore manifesté le mercredi 13 août dernier au Plateau. C'était la troisième manifestation et il a été réprimé dans la brutalité par les forces de répression de l'Etat, entraînant ainsi le désordre dans la commune.

Dès le début de la crise que travers la Côte d'Ivoire, les étudiants, entre 12.000 à 17.400, fréquentant dans les zones occupées par les forces nouvelles, s'étaient rabattu sur Abidjan. Ceux-ci, dans leur fuite, avaient presque tout perdu. Pour qu'ils puissent continuer leurs études dans de meilleures conditions et faciliter leur intégration à Abidjan, le gouvernement leur avait promis une somme de 300.000fr à chacun. Mais depuis lors il n'ont eu aucune suite à cette promesse.

Ces étudiants vivent ici à Abidjan

une situation déplorable. Etant en majorité des enfants d'ouvriers ou de paysans, les problèmes de logement, de transport, de nourriture et de fourniture sont insolubles. Acculés par les nécessités, ces étudiants se sont donc résolus à rafraîchir la mémoire aux messieurs du gouvernement.

Lors de cette dernière manifestation, ce sont des matraques et du gaz lacrymogène que la "primature" et la présidence, qui étaient sollicitées par eux, leur ont envoyé. Les étudiants en colère ont réussi à bloquer les deux ponts qu'ils n'ont cédés qu'après de rudes bagarres avec les organes de répression de l'Etat. Cette lutte paraît avoir porté ses fruits, puisque aux dernières nouvelles le gouvernement s'engage à verser aux étudiants pendant trois mensualités 50 à 60 milles francs dès la fin de ce mois.

UN GRIOT A LA TÊTE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

"Monsieur le président de la république, ... homme prédisposé à aimer et à cultiver la simplicité et la vérité... et dont le nom Gbagbo, nom prémonitoire, est une invitation à l'amour et à la vérité. En effet votre nom, ... signifie "n'aie pas peur, n'aie aucune crainte de dire la vérité et de faire éclater la vérité", "GBA-GBO". Etc, etc.

Non ce ne sont pas là les louanges d'un griot, mais le discours du

nouveau président du conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire lors de la cérémonie de prestation de serment. Tout son discours est rempli de ce genre de formule de griot. Et c'est cet individu qui promet d'être "impartial" et "juste". On voit clairement que ce monsieur est du genre Bala ou Fologo, des personnes qui n'ont pour toute conviction que la conservation de leur poste et de leur situation.

L E U R S O C I E T E

CES JOURNALISTES A LA SOLDE DES PARTIS POLITIQUE!

Depuis quelques années, avec la course des différents candidats au pouvoir, Bédié, Alassane, Gbagbo, etc, sont représentés par des journaux à leur solde. Les journalistes, écrivent ainsi pour leur maître. Ainsi, qui n'a pas lu ou écouté des propos xénophobes, haineux jusqu'à vomir à l'encontre des dioulas, des burkinabés, etc, dans la presse en Côte d'Ivoire?

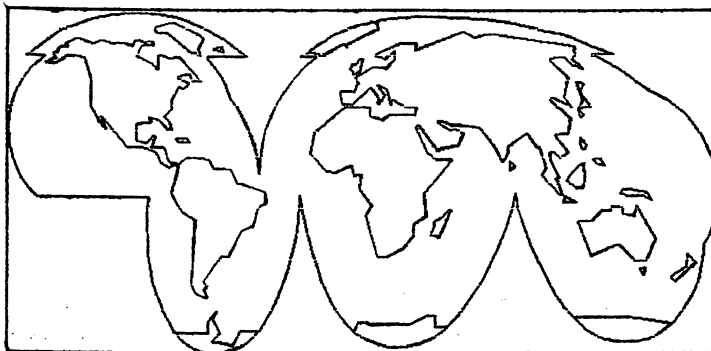
Bien sûr, ces salauds là diront ensuite, avec leur maître, que eux ils n'ont pas appelé à tuer; qu'ils n'ont pas pris les machettes! Mais tous ces journalistes savaient que ce genre d'écrit pouvait attiser des préjugés stupides, provoquer des haines, aboutir à des conflits. Mais ils ont continué dans ce sens jusqu'à ce que le pays soit entraîné dans la guerre. Si un Venance Konan ou un Yao Noël particulièrement doués ont été remerciés par leur maître Bédié, en les nommant chacun directeur d'un quotidien, il en a été de même du côté du FPI où les plus talentueux dans la

xénophobie ont été nommé à des postes d'ambassadeur.

Aujourd'hui, la situation ayant changée, Gbagbo voudrait bien que leurs griots changent de langage, au moins pour un temps. C'est ainsi qu'il a lancé à l'encontre de ces journalistes un nouveau prix qui consiste à récompenser de 1.500.000 Frs tous les six mois celui qui écrira le mieux ou parlera le mieux dans le sens de la réconciliation. Et les voilà tous ces journalistes qui se sont mis à écrire dans le sens demandé pour gagner le prix. Ils écrivent maintenant exactement l'inverse de ce qu'ils avaient écrit hier. Et, peut-être, de ce qu'ils écriront demain.

Question: quelle différence entre ces journalistes là et de vulgaires prostitués? C'est que les second ont parfois l'excuse de la pauvreté, tandis que les premiers n'ont aucune excuse et sont nuisibles pour la société.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

BÂTIMENT : LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS

Depuis plus de trois ans les travailleurs du bâtiment sont presque tous au chômage du fait que toutes les entreprises opérant dans ce domaine sont à l'arrêt ou ont tourné complètement au ralenti. Bien sûr, de temps en temps, dans les journaux on voit des déclarations des représentants du gouvernement parler des contrats signés avec "les partenaires au développement". Mais en attendant, aucun de ces bons messieurs ne se pose la question de savoir de quoi vivent ces milliers de travailleurs? De quoi vivent leurs familles?

Ces travailleurs qui grâce au travail desquels, pourtant, ils roulent sur de belles routes, dorment dans de belles villas luxueuses, travaillent dans des bureaux luxueux. Aucun ne se soucie sur le fait que ces travailleurs là meurent aujourd'hui à petit feu! Pour pouvoir trouver de quoi nourrir la famille, ils parcourent plusieurs kilomètres chaque jour, à la recherche d'un quelconque travail qui, souvent, quand ils en trouvent, c'est toujours mal payé

ou pas payé du tout. Les quelques rares chantiers existants comme la construction de l'ambassade des Etats Unis d'Amérique, sont des lieux de chantage et de corruption. La majorité de ces travailleurs vivent aujourd'hui des bricoles faites chez des particuliers. Cette situation de chômage a une très grave répercussion sur les familles des ouvriers. Dans les quartiers précaires, dans les bidonvilles où ils vivent, c'est la misère au quotidien. Déjà, quand le secteur du bâtiment était en marche, les travailleurs n'arrivaient pas à se faire deux repas par jour, à cause des bas salaires. Les familles se contentaient de ce qu'on appelle le "coup franc direct" c'est à dire un seul repas par jour. Aujourd'hui, de plus en plus de familles passent des jours sans faire un repas. Elles se nourrissent des ramassis de pain appelé "pain godjo".

Évidemment avec un tel repas, avec une telle malnutrition, les enfants ne peuvent qu'être exposés à toutes sortes de maladies ou être vulnérables aux épidémies comme la fièvre typhoïde qui fait rage actuellement, sans parler du choléra qui fait surface à tout moment.

UNE VIE DE CHIEN!

J'étais gardien durant deux ans dans une entreprise située dans la Zone Industrielle de Yopougon. Je travaillai 12 heures par jours, sept jours sur sept. Je n'ai jamais eu de congés. Mon salaire

était de 40.000 Fr. Un jour, le patron m'a accusé de vol et m'a renvoyé sans me payer mes droits. Je suis allé me plaindre à l'inspection du travail. J'ai défendu mon cas avec acharnement, en

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

faisant en sorte que l'inspecteur comprenne bien que ce n'est pas sur moi il va s'enrichir. Je sais comment cela se passe à l'inspection. Souvent, l'inspecteur s'arrange avec l'employeur pour vous arnaquer. Vu ma détermination à me défendre, le patron s'est arrangé avec un de ses amis gendarmes à qui il a donné quelques billets pour m'enfermer à la gendarmerie durant 3 jours. Mais comme ils n'ont rien trouvé à me reprocher et ils n'ont pas, non plus, réussi à m'intimider, j'ai réussi

à nouveau à les convoquer devant l'inspection.

Finalement, ils étaient bien obligés de me payer mes droits pour licenciement abusif, me payer les congés que je n'avais pas pris, ainsi que toutes les heures de travail qui ne m'avaient jamais été payés. Mais combien sont les travailleurs qui se font ainsi exploiter, surtout lorsqu'ils se retrouvent seul devant leur patron ou même quand ils sont nombreux mais quand ils ne sont pas organisés?

TRAVAIL CADEAU !

Je travaille dans une entreprise commerciale à Treicheville en temps que balayeur. Cette entreprise emploie une trentaine d'employés. Ma journée commence à 7 heures au lieu de 8 heures comme tout le monde. Une fois au boulot, je commence par le balayage de la devanture du magasin, avant de continuer à l'intérieur. Ensuite, je nettoie une quinzaine bureaux, 6 WC, l'énorme magasin de stockage des marchandises, sans compter les couloirs et la cour intérieur. Evidemment, il ne me suffit pas de balayer pour être quitte. Il me faut encore laver tous les sois et servir de manutentionnaire en cas de besoin. En prime, un des patrons de la boîte m'oblige à laver sa voiture tous les jours, cadeau.

Je suis à mon septième mois dans cette entreprise. Je gagne, 20.000 Fr par mois, net. Je ne bénéficie même pas de la prime de 20.000 Fr de transport que les autres employés perçoivent. En plus, le patron exige que je sois présent le samedi. Vous vous doutez bien que je me rends à pied à

mon lieu de travail depuis au fin fond de Koumassi. Je quitte ma maison autour de 5h le matin pour être vers 7H au travail. Avec ce que je touche, je ne peux pas me permettre de prendre un repas à midi. Donc j'attends le soir pour manger mon seul repas journalier.

Quand je me suis approché du responsable du personnel pour lui parler de mon problème, il m'a dit d'attendre, et que ma situation va s'arranger. Je me pose la question s'ils feront vraiment quelque chose pour moi. Je sais qu'avant moi, j'ai appris que ce sont deux dames qui faisaient le travail. A elles deux, elles touchaient 35.000 Fr, ai-je appris dans les couloirs. Et un des patrons trouvait que c'était déjà trop. Il a voulu ramener la rémunération à 20.000 Fr. Les deux dames ont refusé. C'était matériellement impossible, d'autant plus qu'elles habitaient jusqu'à Yopougon.

Moi, je vais patienter encore un peu, en espérant qu'ils reverront mon cas. Parce qu'avec ce que je touche, je ne peux rien faire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L'ADRAO LICENCIE PLUS D'UNE CENTAINE DE TRAVAILLEURS

L'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), vient de mettre plus d'une centaine de ses travailleurs à la porte. Parmi ces travailleurs licenciés il y a d'autres qui ont plus de 10 ans de service comme ce chauffeur qui déclarait: *"j'ai passé 10 ans de ma vie dans cette boîte. Voilà qu'aujourd'hui je vais au chômage. Comment vais-je faire pour subvenir aux besoins de ma famille?"* Il exprimait ainsi le sentiment, la détresse de tous. Ces travailleurs viennent compléter la liste déjà longue des travailleurs licenciés depuis le début de cette crise. Et comme toujours, les patrons n'ont qu'un seul mot à la bouche *"licencier pour supporter les charges"*. Cette entreprise survivra probablement. Mais est-ce qu'il en sera autant pour ceux qu'ils licencient? Evidemment, le sort de ces travailleurs et de leurs familles est le dernier de leurs soucis!

De plus, dans le cas de l'ADRAO, il s'agit d'une structure sous régionale et non une entreprise privée. Cela signifie qu'elle appartient aussi en partie, à la Côte d'Ivoire. Alors, comment comprendre que dans un pays comme la Côte d'Ivoire où la nourriture de base est le riz, où l'Etat importe des millions de tonnes de riz par an, où des millions de paysans pauvres travaillent encore à la daba sur des terres très appauvries, on puisse licencier des travailleurs d'une entreprise dans ce domaine? Le gouvernement en place préfère prêcher sur des thèmes creux comme *"auto-emploi"* ou *"emploi jeune"*. Plutôt que de chercher à aider les jeunes ou les travailleurs licenciés à monter une entreprise au lendemain incertain, pourquoi ne pas donner des moyens à des structures déjà existantes et expérimentées comme celle-ci? Cela montre bien que tous ces discours ne sont que pur verbiage.

GBAGBO A LA SATIMAR

Les ex-employés de la CARENA qui se sont regroupés pour mettre en place une structure appelée Satimar (Société Africaine de Travaux Industriels et Maritime) ont organisé une manifestation le mercredi 13 août dernier. L'invité d'honneur était bien évidemment le président de la république. Le président et ses collaborateurs, le ministre de la fonction

publique, le directeur du port et même le dirigeant de la centrale dignité ont tous parlé dans le même sens. Ils ont tous magnifié *"l'auto-emploi"* et affirmé même que c'est la seule voie pour la jeunesse et les nombreux déflatés de ce pays pour s'en sortir. Mais en même temps qu'ils se félicitaient d'avoir réalisé ce *"miracle"* pour les travailleurs de l'ex-CARENA, le président, s'est adressé

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

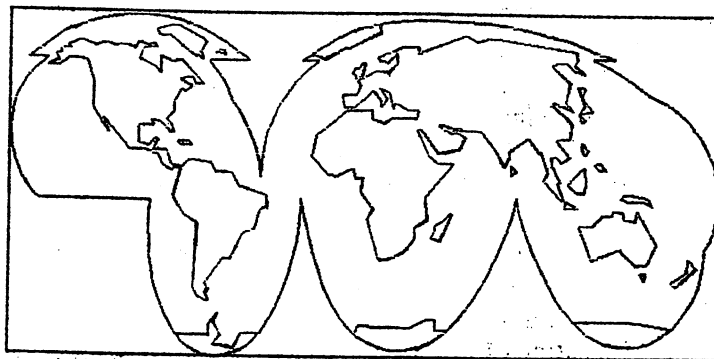
au directeur du port autonome en ces termes: *"continuez à leur donner une petite place. Continuez à veiller sur eux, cherchez à leur donner mieux. Je compte sur vous"*. Tout ceci montre bien la limite de cette entreprise et donc de *"l'auto-emploi"* qu'ils vantent. Et il ne peut en être autrement.

De tout temps, la politique *"d'auto-emploi"* n'est qu'une tromperie. Parce que d'abord, avant de réaliser un projet, il faut avoir de l'argent ou avoir quelqu'un qui a de l'argent pour te soutenir, ce qu'on appelle en ces termes un *"aval"*. Partant de ce point là, même si le président mettait à la disposition de la jeunesse et des déflatés un fond pour l'auto-emploi, les pauvres et les enfants des pauvres qui constituent la majorité des chômeurs, des déflatés et de la jeunesse de ce pays sont de facto éliminés.

Pour exemple, il y a aujourd'hui des milliers de travailleurs des usines et surtout du bâtiment qui sont sur le carreau, qui ne trouvent pas de quoi manger. Si l'auto-emploi est la solution suprême qu'est-ce qu'on attend pour mettre fin à leur détresse ?

Ce qu'il faut retenir, c'est que les travailleurs de l'ex-CARENA se sont battus pour en arriver là. Leur grève avait duré, on se souvient, plusieurs années. Nombreux travailleurs y avaient même laissé leur vie. C'est ce courage et cette détermination qui est à féliciter. D'ailleurs, le président a conseillé aux travailleurs, en déclarant, ce jour là: *"l'homme ne doit pas se laisser écrasé par les événements. Il doit se battre pour les maîtriser. Quand vous luttiez, on finit par vous entendre..."* On pourrait dire comme dans le jargon populaire *"c'est ça qui est la vérité"*.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.